



**SEMINAIRE INTERNATIONAL**  
**« ACCES A L'ENERGIE ET LUTTE**  
**CONTRE LA PAUVRETE »**

**Ouagadougou (Burkina Faso), 10 au 12 mai 2004**

**Document réalisé par :**

**Monsieur Alioune FALL**  
**Président de la Commission de Régulation**  
**du Secteur de l'Electricité**  
**du Sénégal**



**Mai 2004**

# ACCES A L'ENERGIE & LUTTE CONTRE LA PAUVRETE : SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

(Dr. Alioune FALL (Sénégal))

1. Lorsqu'on se penche sur la problématique de l'accès à l'énergie et pauvreté, il est difficile de ne pas mettre en parallèle, au niveau mondial, les 2,8 milliards de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour, les 2,4 milliards d'individus qui recourent à la biomasse pour satisfaire les besoins de cuisson et de chaleur ainsi que les 1,6 milliard de personnes n'ayant pas accès à l'électricité.
2. De même, convient-il de noter que le gap qui sépare les pays développés des pays en développement est tout simplement effarant au vu des indicateurs de consommation d'énergie, puisqu'en effet, là où l'Europe de l'Ouest affiche de l'ordre de 5 tep/an par habitant de consommation moyenne, l'Amérique du Nord plus de 8tep/an, les pays africains et l'Inde se situent à peine à 0,7 tep/an. Les 2 milliards d'individus les plus pauvres de la planète ne consomment en moyenne que 0, 2 tep/an (BRD 2004). S'agissant de l'électricité, les disparités entre les deux groupes de pays sont illustrées par la répartition de la production mondiale d'électricité, laquelle révèle que sur un total de 15000 TWh, les pays industrialisés (1,2 milliards de personnes) totalisent 10700 TWh et les pays en développement (ped) (4,8 milliards de personnes) seulement 4300 TWh (dont 1300 TWh pour la Chine, 1,3 milliards d'habitants). Ainsi, quand la consommation moyenne d'électricité dans les pays industrialisés culminent à 9000kWh/an, celle des ped se situe à 10% de cette valeur, soit 900kWh, avec cette particularité que dans les ped, une personne sur trois n'a pas accès à l'électricité. L'Afrique accuse ici un retard encore plus dramatique, puisque deux africains sur trois n'ont pas accès à l'électricité et que la consommation moyenne africaine n'est que de 500kWh/an.

3. Au regard de l'importance de la biomasse dans le bilan énergétique, le message véhiculé par les indicateurs est le même, à savoir l'énorme disparité entre pays développés qui font appel essentiellement aux énergies dites commerciales pour les besoins de cuisson et de chaleur et les pays qui dépendent largement de la biomasse. Ainsi, dans les pays, la biomasse compte pour 70% de la consommation d'énergie des ménages. Ce pourcentage culmine à 80 à 90% pour nombre de pays africains.
4. Ces différences notoires entre pays développés et pays en développement au niveau de leur profil énergétique, reflètent clairement l'écart de développement entre ces groupes de pays. A cet égard, des analyses relativement récentes (ex AIE, 2002) révèlent des corrélations très nettes que ce soit entre le pourcentage de pauvres et la part de la biomasse dans la consommation d'énergie des ménages ou, dans une relation inverse, le pourcentage de pauvres et le taux d'électrification.
5. De telles relations mathématiques viennent conforter la perception de ces rapports énergie/pauvreté, avec en plus des graphiques tout à fait parlants mais ceci ne fait que confirmer le rôle fondamental de l'énergie dans le développement économique et social d'un pays. Il est, en effet, impossible de vouloir œuvrer à l'industrialisation d'un pays sans s'assurer de l'approvisionnement en énergie du pays dans des conditions de fiabilité et de sécurité. Il en est de même si l'on songe à développer une agriculture performante ; les travaux de la FAO (WEC/FAO, 1999) ont montré qu'il existe une relation très étroite entre la qualité et la quantité de la production agricole et la qualité et la quantité d'énergie disponible pour les besoins des activités agricoles. Le manque d'énergie de qualité pour le traitement, le stockage et le transport est d'ailleurs à l'origine du niveau élevé de pertes de produits constaté dans les pays en développement de sorte que l'énergie apparaît comme un facteur clé de la sécurité alimentaire.
6. Certainement, personne ne soutiendra que l'énergie est une condition suffisante du développement économique et social d'un pays mais, sans aucun doute, sa mise à disposition en quantité et en qualité en est une condition nécessaire.

Une faible consommation d'énergie ne peut être considérée comme un facteur causal de la pauvreté et l'énergie en tant que telle n'est pas un besoin humain de base (WEC/FAO, 1999) mais si l'on considère que pour les populations pauvres, les priorités se réduisent à la satisfaction de besoins fondamentaux comme le travail, l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement, l'eau potable, il est alors tout à fait évident que l'énergie joue un rôle extrêmement important dans la satisfaction de ces

besoins de base. D'une certaine manière, faute de solution adéquate à la problématique énergétique pour les pauvres, l'énergie peut contribuer à l'aggravation du sort de ces groupes vulnérables.

7. Aujourd'hui encore, en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle, plus de deux milliards d'individus, essentiellement la tranche la plus pauvre de la population, n'ont pas accès pour les besoins de cuisson et de chaleur, ni au kérosène, ni au GPL, encore moins à l'électricité et mettent en péril leur santé, notamment celle des femmes et des enfants, du fait du recours aux produits ligneux. Les travaux de l'OMS (WEC/FAO, 1999 ; AIE 2002, BRD 2004) indiquent qu'un nombre élevé de décès de femmes et d'enfants en bas âge, plus de 2,5 millions selon certaines études (AIE 2002), seraient chaque année causés par des problèmes respiratoires liés à l'usage de combustibles ligneux.

S'agissant de l'éclairage, ces populations pauvres généralement sans accès à l'électricité doivent recourir au pétrole lampant ou aux bougies si ce n'est le bois pour satisfaire ce besoin fondamental.

Pour les besoins de force motrice, la possibilité d'utiliser par exemple la traction animale apparaît comme un luxe pour les très pauvres.

8. On pourrait disserter longtemps sur les implications de la « pauvreté énergétique » telles qu'elles se manifestent dans la société notamment les conséquences au plan environnemental de l'utilisation de la biomasse, en particulier les problèmes liés à la déforestation, au plan social en considérant le fardeau qui pèse sur les femmes et qui constitue un obstacle sérieux à un plus grand rôle de ces dernières dans la société.

Mais il est un autre paradoxe, c'est que les pauvres paient souvent un prix plus élevé pour la fourniture de certains services d'énergie, comme l'éclairage, la cuisson, ces dépenses amputant à un taux beaucoup plus élevé leurs revenus comparativement aux couches aisées ((+ 50% souvent, AIE 2002) + (A. FALL ; BRD 2004)).

Très clairement se pose là un problème d'équité : est-il acceptable que cette tranche de la population, parce que n'ayant pas accès à l'électricité, paie beaucoup plus cher son éclairage, de bien moindre qualité, du reste, que d'autres citoyens mieux nantis à qui le courant aura été apporté grâce à de fortes subventions ?

9. De plus en plus de gens considèrent que derrière la problématique de la lutte contre la pauvreté, il y a l'enjeu capital de la préservation ou du renforcement de la cohésion sociale.

L'objectif visé, consciemment ou non, est d'éviter un enchaînement du genre : l'aggravation de la pauvreté entraîne le désespoir, le désespoir mène à la violence, la violence conduit à l'instabilité et au chaos.

Dans quelle mesure, les initiatives au plan international, consensus autour des Objectifs de Développement du Millénaire, Plan d'actions du Sommet Mondial sur le Développement Durable et, au niveau national, élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP), devraient pouvoir aider à améliorer la situation des pauvres et éviter l'enclenchement d'un processus qui, en minant en profondeur la cohésion sociale, mènerait au désordre et au chaos ?

Quelle place alors pour l'énergie dans toutes ces initiatives ?

10. Explicitement, ces initiatives visent à réduire le taux de prévalence de la pauvreté et, invariablement, les stratégies nationales (DSRP) misent sur une croissance soutenue, de l'ordre de 7% par an, pour progresser dans l'éradication de la pauvreté dont l'incidence est beaucoup plus forte en milieu rural qu'en milieu urbain. Un objectif prioritaire est donc le développement d'activités génératrices de revenus, particulièrement en milieu rural.

Bien évidemment, pour se faire, il faut impérativement s'attaquer à la problématique énergétique en milieu rural, notamment la question de l'accès.

Or, le Sommet Mondial sur le Développement Durable n'a pas réussi à fixer des objectifs quantifiés et datés dans le domaine de l'énergie. D'un autre côté, de l'avis de différents experts, dans de nombreux cas, quand l'énergie n'a pas été en quelque sorte « oubliée » dans le DSRP, son traitement ne semble pas avoir été adéquat. Du reste, avec l'appui du programme d'ESMAP, des ateliers sous-régionaux ont été organisés qui ont mis en évidence ces faiblesses (par exemple les aspects intersectoriels) et ont retenu un processus visant, pays par pays, à combler les lacunes notamment en élaborant selon une approche participative, un programme d'investissements à soumettre aux bailleurs de fonds du secteur de l'énergie.

11. Il ressort de différentes études, notamment celle de l'AIE (AIE, 2002) et celles plus récentes du Conseil Mondial de l'Energie (CME) (Drivers of the Energy Scene – Energy Market Reforms), que le problème de l'accès va s'aggraver, que par exemple le nombre de personnes sans accès à l'électricité devrait continuer de croître dans certaines parties du monde notamment l'Asie du Sud jusqu'en 2010 et l'Afrique Sud Saharienne jusqu'en 2025, de sorte que le nombre total de personnes n'ayant pas accès à l'électricité en 2030, sera tout juste inférieur de 200 millions, au chiffre actuel.

Pour ce qui est de la biomasse, les perspectives à l'horizon 2030 de l'AIE sont de la même veine que pour l'électricité. Notons que les études du CME (Drivers of the Energy Scene 2004) montrent que depuis une trentaine d'années la part de la biomasse dans le bilan énergétique mondial n'a pas diminué. Ainsi, en Afrique Sub-Saharienne, 80% des ménages vont continuer de dépendre de la biomasse pour la cuisson et les besoins de chaleur. Pour l'Asie du Sud aussi le pourcentage va rester élevé (70%). Ainsi, au total, le nombre de personnes utilisant la biomasse devrait passer de 2,390 milliards en 2000 à 2,628 milliards en 2030.

Il convient cependant de noter qu'un pays comme la Chine tire son épingle du jeu – mais ceci n'est peut-être pas fortuit et a certainement quelque chose à voir avec la croissance économique soutenue que connaît ce pays – aussi bien pour l'accès à l'électricité (98% en 2000) que pour ce qui est de la réduction de la part de la biomasse dans la consommation d'énergie des ménages et du nombre de personnes utilisant cette source d'énergie.

12. Très clairement, la situation actuelle et ces perspectives plutôt sombres devraient amener à s'interroger sur les politiques et stratégies énergétiques dans les différents pays.

Quel rôle devraient jouer les différentes sources d'énergie, les énergies fossiles notamment le gaz, l'hydroélectricité ? l'Afrique disposant pour le gaz et l'hydroélectricité de potentialités considérables mais jusqu'ici faiblement exploitées.

Quelle place pour les nouvelles énergies renouvelable, particulièrement dans le cadre de la politique d'éradication de la pauvreté ?

Doit on se garder de nourrir des espoirs dans les résultats de la réforme du secteur de l'énergie, notamment dans le sous-secteur de l'électricité, ce nonobstant les innovations enregistrées en matière d'électrification rurale : création d'agences dédiées à la promotion de l'électrification

rurale – nouveaux mécanismes financiers – nouvelles approches de la tarification et des subventions etc.

Que dire du partenariat public-privé qui se construit sous nos yeux dans le domaine de l'électrification rurale avec l'appui des partenaires au développement à l'exemple de ce qui se fait au Sénégal où la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la KFW et le GEF vont mettre près de 100 millions de dollars pour accélérer le rythme d'électrification dans le cadre de la lutte contre la pauvreté avec un concept novateur celui des PREMS (Projets multi-sectoriels).

Il apparaît ainsi que si nous mettons ensemble les bouts de solutions tirées de nos expériences respectives, nous devrions pouvoir déjouer les pronostics sombres faits par nombre d'experts.